



**PRÉFET  
DU PAS-DE-  
CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
des Hauts-de-France**

Unité Départementale de l'Artois

Centre Jean Monnet I

Entrée Asturies - Bâtiment A

12 Avenue de Paris

62400 BETHUNE

Tél. : 03 21 63 69 00

[ud-artois.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud-artois.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr)

Béthune, le

**- 3 MAI 2022**

## **Rapport de l'Inspection des Installations Classées**

Visite d'inspection du 14 avril 2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **KNAUF INDUSTRIES NORD**

30 Rue Jean Moulin  
BP 90423 DAINVILLE  
62028 ARRAS

Références : FH/MM EQUIPE 4-92-2022

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14 avril 2022 dans l'établissement KNAUF INDUSTRIES NORD implanté 30 Rue Jean Moulin BP 90423 DAINVILLE 62028 ARRAS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Action Régionale 2022 : Télédéclaration GEREP

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KNAUF INDUSTRIES NORD
- 30 Rue Jean Moulin BP 90423 DAINVILLE 62028 ARRAS
- Code AIOT dans GUN : 0007001871
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société KNAUF INDUSTRIES NORD exerce à DAINVILLE une activité de fabrication d'emballages et de produits en polypropylène et/ou en polystyrène expansé notamment pour le secteur automobile.

A ce jour, le site fonctionne sous couvert d'un Arrêté Préfectoral d'Autorisation du 16 novembre 2015 modifié. Les principales rubriques de la nomenclature des Installations Classées sont :

- 2663-1 : stockage de produits finis ou semi-finis stocké sous le régime de l'Enregistrement ;
- 2661-1b : transformation de polymères par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression sous le régime de l'Enregistrement ;
- 2921-1a : installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle sous le régime de l'Enregistrement.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

**Action Régionale 2022 : Télédéclaration GERE**

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des Installations Classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des Installations Classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des Installations Classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'Environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des Installations Classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'Environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des Installations Classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Déclaration GERE / Prélèvement d'eau	Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 14	/	Lettre de suite préfectorale
Déclaration GERE / Evolutions	Arrêté Préfectoral du 16 novembre 2015 Article 9.2.11	/	Mise en demeure Respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Déclaration GERE / Obligation	Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Annexe I	/	Sans objet
Déclaration GERE / Etat	Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 7	/	Sans objet
Déclaration GERE / Données attendues si seuils dépassés	Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 4	/	Sans objet
Déclaration GERE / Données attendues si seuils dépassés année précédente	Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 4	/	Sans objet
Déclaration GERE / Validité des données dans l'eau	Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 5	/	Sans objet
Déclaration GERE / Emissions accidentelles	Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 4	/	Sans objet
Déclaration GERE / Installations de combustion > 20MW	Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Annexe II + Article 10.1	/	Sans objet
Déclaration GERE / Respect des VLE annuelles	Arrêté Préfectoral du 16 novembre 2015 Article 3.2.4	/	Sans objet
Déclaration GERE / Validité des données dans l'air	Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 5	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'absence de mesure annuelle pour le(s) rejet(s) canalisé(s) de l'installation de pré-expansion et de l'évaluation des émissions de COV par bilan pour le diffus est un écart de conformité, ce qui conduit à la proposition d'une mise en demeure. Ces résultats permettront aussi de se confronter à la littérature de référence et ensuite d'asseoir le facteur de corrélation utilisé pour la déclaration GERE.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Déclaration GEREP / Obligation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air et Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Etablissement concerné par la déclaration au motif de : - soumis à Autorisation -ou soumis à Enregistrement
<b>Constats :</b> Etablissement soumis à Enregistrement
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Déclaration GEREP / Etat

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air et Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars de l'année N + 1.
<b>Constats :</b> Déclaration à 100% au 31 mars 2022
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Déclaration GEREP / Données attendues si seuils dépassés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air (émissions) et Eau (consommation et émissions)
<b>Prescription contrôlée :</b> I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année ...: – les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement ... dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe ...; – les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> /an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m <sup>3</sup> /an ; – les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> /an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article.
<b>Constats :</b> L'Inspection a relevé que les émissions des rejets aqueux industriels sont très inférieures aux seuils fixés dans l'annexe II précité. En séance, les valeurs des paramètres Azote et Hydrocarbures, absents dans la déclaration dans sa version du 08 avril, ont été présentées par l'exploitant. Elles sont de même très inférieures aux seuils GEREP. L'exploitant a déclaré les volumes prélevés des deux origines (eau de réseau, eau de forage).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Déclaration GEREP / Données attendues si seuils dépassés année précédente**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air (émissions) et Eau (consommation et émissions)
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, (...) une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.
<b>Constats :</b> Rappel de la prescription
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Déclaration GEREP / Prélèvement d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau (valeur limite de prélèvement)
<b>Prescription contrôlée :</b> L'arrêté d'Autorisation fixe si nécessaire plusieurs niveaux de prélèvements (quantités maximales instantanées et journalières) dans les eaux souterraines et superficielles (...).
<b>Constats :</b> Respect pour le volume annuel prélevé au forage (< 100 000 m <sup>3</sup> ). Léger dépassement pour le volume annuel prélevé sur le réseau d'eau public (1 278 m <sup>3</sup> pour 1 000 m <sup>3</sup> ) et ce depuis au moins les trois dernières années. L'eau de ville est destinée uniquement aux vestiaires douches, aux sanitaires du personnel et à l'alimentation du sprinklage. L'exploitant explique ce dépassement par une fuite sur le réseau d'alimentation sprinklage réparée récemment. L'exploitant prendra toutes les dispositions pour justifier du respect la prescription en 2022.  Par ailleurs, un Arrêté Préfectoral de Prescriptions Complémentaires dit "sécheresse" en cours d'instruction a été abordé en séance. Il a pour objectif de fixer un niveau de prélèvement en eau de forage inférieur et une étude technico-économique de réduction des consommations d'eau. Il a été demandé de communiquer rapidement l'évolution du prélèvement sur le forage suite à la mise en service d'un osmoseur, en lieu et place d'une chaîne de traitement d'eau par voie chimique. L'exploitant s'est engagé à transmettre rapidement l'information attendue, chose faite le jour même.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle : Déclaration GERE / Validité des données dans l'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau (consommation et rejets)
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité des données qu'il déclare. Pour cela, il recueille à une fréquence appropriée les informations nécessaires à la détermination des émissions de polluants (...). Les quantités déclarées par l'exploitant sont basées sur les meilleures informations disponibles notamment sur les données issues de la surveillance des rejets prescrite dans l'Arrêté Préfectoral d'Autorisation de l'établissement, de calculs faits à partir de facteurs d'émission ou de corrélation, d'équations de bilan matière, des mesures en continu ou autres, conformément aux méthodes internationalement approuvées. L'exploitant tient à la disposition du service chargé du contrôle de l'établissement, pendant une durée de cinq ans, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Ces informations contiennent notamment les justificatifs relatifs aux évaluations et/ou mesures réalisées, la localisation et l'identification des points de rejet correspondants.
<b>Constats :</b> Cohérence entre les données télédéclarées GIDAF et GERE
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Déclaration GERE / Emissions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air et Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'un établissement (...) déclare : - les émissions chroniques et accidentelles (...).
<b>Constats :</b> Cette disposition a été rappelée à l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Déclaration GERE / Installations de combustion > 20MW**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Annexe II + Article 10.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air (émissions)
<b>Prescription contrôlée :</b> Annexe II -Pour les installations de combustion de puissance thermique supérieure à 20 MW, le seuil de déclaration des six polluants suivants est ramené à 0 : CO <sub>2</sub> , CH <sub>4</sub> , N <sub>2</sub> O, NO <sub>x</sub> , SO <sub>x</sub> et TSP.  Article 10.1 – Données spécifiques concernant : - la description de l'installation ; - le mode de calcul des émissions.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté une déclaration des paramètres soumis à autosurveillance alors que la puissance chaudières est inférieure à 20 MW. Aussi, les rejets respectent les VLE de l'Arrêté Préfectoral et sont bien inférieurs aux seuils de l'annexe II.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Déclaration GERE / Respect des VLE annuelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16 novembre 2015 Article 3.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air (valeur limite d'émissions)
<b>Prescription contrôlée :</b> « Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs annuelles fixées par le présent arrêté ».
<b>Constats :</b> L'Inspection a constaté une déclaration des paramètres soumis à autosurveillance. Aussi, les rejets respectent les VLE de l'Arrêté Préfectoral.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Déclaration GERE / Validité des données dans l'air**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air (Emissions)
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité des données qu'il déclare. Pour cela, il recueille à une fréquence appropriée les informations nécessaires à la détermination des émissions de polluants (...). Les quantités déclarées par l'exploitant sont basées sur les meilleures informations disponibles notamment sur les données issues de la surveillance des rejets prescrite dans l'Arrêté Préfectoral d'Autorisation de l'établissement, de calculs faits à partir de facteurs d'émission ou de corrélation, d'équations de bilan matière, des mesures en continu ou autres, conformément aux méthodes internationalement approuvées. L'exploitant tient à la disposition du service chargé du contrôle de l'établissement, pendant une durée de cinq ans, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Ces informations contiennent notamment les justificatifs relatifs aux évaluations et/ou mesures réalisées, la localisation et l'identification des points de rejet correspondants.
<b>Constats :</b> concernant les émissions de COV du polystyrène expansé (PSE) : L'exploitant a présenté sa méthode de calcul basée sur la consommation de billes de polystyrène, du taux de pentane indiqué dans la fiche de données de produits, d'un taux de pentane résiduel, du taux de diffusion de pentane inhérent, ce qui conduit à un facteur de corrélation de 43 kg /tonnes expansées. L'exploitant a précisé l'absence d'émissions en COV issues du polypropylène (PP) car il achète et emploie des billes déjà expansées. L'Inspection a recommandé de consulter la base Ominea (site CITEPA) et les niveaux d'émissions associés aux MTD détaillés dans le BREF Polymère, de confronter les facteurs d'émission, d'analyser l'éventuel écart, de justifier la valeur finalement retenue et de corriger sa déclaration GERE le cas échéant. Par ailleurs, l'exploitant devra utiliser les résultats des mesures sur le(s) rejet(s) canalisé(s) de l'installation de pré-expansion dans sa détermination du facteur de corrélation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Déclaration GEREP / Evolutions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16 novembre 2015 Article 9.2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air et eau
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du Chapitre 9.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté l'absence d'une mesure annuelle sur le(s) rejet(s) canalisé(s) de l'installation de pré-expansion, de l'évaluation des émissions par bilan pour le diffus et l'absence de transmission du bilan annuel COV. L'exploitant s'est engagé à réaliser rapidement la mesure et l'évaluation par un organisme agréé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure - Respect de prescription